

Rythmes scolaires : Paris ne veut pas ouvrir le débat

Pour les syndicats, 80 % des enseignants veulent revenir à la semaine de quatre jours

Il y a cinq ans, ils étaient vent debout contre la semaine de quatre jours et demi d'école. Faut-il s'étonner que les enseignants parisiens soient favorables, aujourd'hui, à un retour à la semaine de quatre jours ?

C'est en tout cas ce que soutient le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU-Paris, sur la base des résultats d'une consultation qui devaient être divulgués mercredi 20 juin : la quasi-totalité des participants (98 %) y ont réaffirmé leur opposition à cette réforme des rythmes scolaires que la gauche leur a imposée, disent-ils, et que le gouvernement actuel leur permet d'« assouplir ». Parmi eux, quasiment 80 % sont favorables à un retour pur et simple à la semaine de quatre jours, quand 15 % plébiscitent un aménagement de la semaine sur cinq jours « autre que celui existant ».

« Le rejet est massif », assure Jérôme Lambert, porte-parole du SNUipp-Paris, en tout cas dans les 402 écoles publiques parisiennes – sur un total de 656 – qui ont répondu à l'enquête. D'un quinquennat à l'autre, les écueils de la « réforme Peillon » mis en avant par les professeurs n'ont guère varié : confusion entre les temps scolaire et périscolaire, fatigue des enfants, dégradation des conditions d'apprentissage et de travail... « Quatre années de pratique ont donné raison à ce qui était intuitivement redouté par les collègues », défend le porte-parole syndical.

« La règle »

Parmi eux, beaucoup d'enseignants de maternelle inquiets de l'impact de la réforme sur des enfants de 3 à 6 ans. Même dans l'entourage de la maire PS de Paris, Anne Hidalgo, on n'a pas caché, ces dernières années, la « marge de progrès » à réaliser au bénéfice des écoliers les plus jeunes pour qui l'adaptation au tempo parisien n'est pas allée de soi : Paris n'a pas compensé le passage à cinq matinées d'école par le raccourcissement des après-midi, comme d'autres communes, mais par la concentration d'ateliers périscolaires les mardis et vendredis. Ville pionnière dans l'application de la réforme, dès 2013, elle a aussi été la première, après l'élection de Macron, à faire de la semaine de quatre jours et demi une position de principe. Dans le sillage du

Dans l'entourage d'Anne Hidalgo, on n'a pas caché la « marge de progrès » à réaliser pour les écoliers les plus jeunes

« décret Blanquer » autorisant, en juin 2017, les collectivités à revenir en arrière, Paris a réitéré son engagement à poursuivre une « réforme de justice sociale ».

Une année plus tard, « on en reste là », revendique Patrick Bloche, chargé des affaires scolaires à la mairie : « Nous n'avons pas de raisons objectives de changer de position, pas de mouvement de fond de la part des conseils d'école, et le soutien de la plupart des parents. » Dix motions seulement lui sont remontées des écoles au premier trimestre, assure l' élu, et pas davantage au second. Un état des lieux très différent du bilan syndical. « La mairie ayant indiqué vouloir garder le système actuel, cela clôt le débat », glisse-t-on au rectorat.

Paris n'est pas la seule à défendre les quatre jours et demi : Brest, Toulouse, Rennes font aussi partie de ces grandes villes pour lesquelles le changement n'est pas d'actualité. Dans beaucoup d'autres, le débat a été vif cette année. Selon l'Association des maires de France, 80 % des communes pourraient revenir, dès la rentrée 2018, à l'organisation antérieure au quinquennat Hollande. Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a, lui, avancé l'estimation de 70 %, correspondant à 60 % des écoliers.

Il y a un an, il promettait que la semaine de quatre jours et demi resterait « la règle ». « Nous avons permis que perdure ce qui marche et que change ce qui ne marche pas », écrit-il dans son livre *Construisons ensemble l'école de la confiance* (Odile Jacob, 240 p., 17,90 €). Reste à savoir si les partenaires de l'école (enseignants, élus, parents, animateurs) peuvent s'entendre sur « ce qui marche »...

ou pas. Le SNUipp-Paris réclame « la fin du statu quo », en appelant, avec d'autres syndicats, à un rassemblement parisien le 27 juin. ■

MATTEA BATTAGLIA